

Le très honorable premier ministre
du Canada Stephen Harper
Cabinet du Premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Par télécopieur : 613-941-6900
Par courriel : pm@pm.gc.ca

Le 30 mai 2012

Monsieur le premier ministre,

C'est à titre personnel et en tant que représentants d'organisations dédiées à la protection des droits de la personne et à l'amélioration de la sécurité alimentaire – au Canada et ailleurs dans le monde – que nous vous envoyons cette lettre ouverte. Nous sommes particulièrement préoccupés par la façon dont le gouvernement du Canada a traité le Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur le droit à l'alimentation, M. Olivier De Schutter, pendant sa mission au Canada.

M. De Schutter, un expert de renommée internationale en matière de droit à l'alimentation, a été nommé Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, avec l'appui du Canada. Le gouvernement du Canada fait fréquemment remarquer qu'il soutient les missions des titulaires de mandats de l'ONU pour prouver qu'il est en règle et qu'il promeut les droits de la personne; citons pour exemple l'examen périodique universel de 2009 du Canada devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

M. De Schutter est venu en mission au Canada sur invitation officielle de votre gouvernement. Le gouvernement canadien a participé à l'élaboration de l'itinéraire de M. De Schutter, décrit dans un aide-mémoire qui a été présenté au grand public avant sa visite. Le gouvernement savait que M. De Schutter préparerait un rapport sur sa mission pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Le gouvernement savait aussi que le mandat de M. De Schutter est de promouvoir le droit à l'alimentation dans tous les pays, qui doit être réalisé en fonction du maximum des ressources disponibles. Pour le gouvernement, il n'était certainement pas surprenant que M. De Schutter soulève des questions concernant la faim dans un pays aussi riche que le Canada, un problème ayant pourtant fait l'objet d'analyses. Depuis plusieurs années, il s'agit là d'un problème de plus en plus préoccupant pour les organismes de l'ONU voués à la protection des droits de la personne ainsi que pour un certain nombre d'organisations de l'ensemble du pays.

Malgré tout cela, uniquement pour avoir accepté l'invitation du Canada, l'intégrité et le professionnalisme de M. De Schutter ont fait l'objet de critiques sans précédent. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a qualifié la mission de « complètement ridicule ». On a reproché au Rapporteur spécial de gaspiller de l'argent en venant ici, arguant que le Canada destinait à l'aide

alimentaire. On lui a dit qu'il ne devrait pas faire de missions politiques dans des pays démocratiques développés comme le Canada. Votre ministre de la Santé a qualifié d'« insultant » le fait que le Rapporteur ait produit un rapport sur l'insécurité alimentaire des Autochtones au Canada.

Votre gouvernement est cependant allé plus loin, en ne s'en prenant pas uniquement à la mission en soi. Dans une ambiance survoltée à la Chambre des communes, vos ministres ont critiqué M. De Schutter avec virulence, en l'attaquant personnellement. Le Rapporteur a été décrit comme un homme « mal informé », « condescendant », un « universitaire » qui sermonnait. « Cet homme belge », comme on l'appelait, a été jugé pour les politiques de son « pays d'origine » concernant la chasse aux phoques au Canada. Il a été critiqué pour ne jamais avoir « livré de la nourriture à qui que ce soit, où que ce soit ». Le secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères a affirmé que « C'est donc une insulte à l'égard des contribuables canadiens et de leur argent que cet homme soit venu ici pour gaspiller les fonds publics ». Les députés du parti ministériel, dont le ministre des Affaires étrangères, se sont fréquemment levés pour applaudir avec enthousiasme la description de M. De Schutter comme un étranger mal informé qui ne se mêle pas de ses affaires.

Depuis quelques mois, ce n'est pas la première fois que des ministres de votre gouvernement manifestent un certain mépris envers les rapporteurs spéciaux de l'ONU. James Anaya, un Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des populations autochtones a eu droit à un traitement semblable lorsqu'il s'est dit inquiet des conditions de vie à Attawapiskat en décembre 2011. Le ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, John Duncan, a qualifié de « coup publicitaire » les paroles de M. Anaya qui s'inquiétait sur la situation du logement à Attawapiskat.

Monsieur le premier ministre, il n'y a aucune différence entre la protection des droits de la personne ici et la protection de ces mêmes droits ailleurs dans le monde. Les droits de la personne sont universels et ne doivent pas être respectés seulement dans les pays en voie de développement ou ceux sous dictature militaire. Votre gouvernement a justement reconnu cela lorsque le dossier du Canada a été étudié en profondeur dans le cadre l'examen périodique universel de 2009 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en mentionnant que : « Le Canada reconnaît que nul pays, y compris lui-même, ne présente un bilan parfait en matière de droits de la personne, soulignant ainsi l'importance que chaque pays ouvre ses dossiers en matière de droits de la personne aux fins d'un examen minutieux, à l'échelle nationale et internationale ».

Les citoyens du Canada ont droit au respect des droits de la personne. Pour ce qui est de droits tels que le droit à l'alimentation ou le droit au logement, il faut évaluer le respect de ces droits en tenant compte des ressources disponibles. Si certains laissent entendre que la faim généralisée dans un pays aussi riche que le Canada ne devrait pas préoccuper le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation parce que la famine est plus marquée dans certains pays pauvres, ils ne comprennent pas le mandat du Rapporteur spécial ni la nature des obligations du Canada en vertu du droit international en matière de droits de la personne.

Les premières réflexions de M. De Schutter renvoient en réalité à plusieurs questions qu'ont soulevé depuis des années les commissions parlementaires, les organisations de la société civile, les instituts

indépendants de recherche, les organes de surveillance de l'application des traités de l'ONU et les experts : la nécessité de remédier à l'insécurité alimentaire des personnes à faible revenu au Canada; les liens entre les maladies chroniques et la malbouffe; les préoccupations touchant plus particulièrement les Autochtones; la nécessité d'une politique nationale qui instaurera, protégera et respectera le droit à l'alimentation.

S'il y a de quoi être fier en ce qui concerne le respect et la protection des droits de la personne au Canada, il est néanmoins urgent de faire plus et mieux. Chaque jour, les droits de la personne de plusieurs citoyens canadiens – y compris les Autochtones et ceux qui vivent dans la pauvreté – sont bafoués tous les jours puisqu'ils ne peuvent manger à leur faim ou se loger adéquatement. Si l'ONU ne tient pas compte de la violation de ces droits ou qu'elle ne tient pas le Canada comme étant imputable de la même manière qu'elle tient d'autres gouvernements comme étant imputables, la totalité du système de protection des droits de la personne de l'ONU serait discrédité. Lorsque des représentants du Canada font peu de cas des mécanismes internationaux des droits de la personne ou manquent de respect envers les experts en la matière, on peut s'attendre à ce que d'autres gouvernements emboîtent le pas.

Monsieur le premier ministre, si le gouvernement n'est pas d'accord avec les recommandations des experts titulaires de mandats internationaux comme M. De Schutter, ces arguments peuvent faire partie d'un dossier public aux fins de discussion. Dans le même ordre d'idées, si le gouvernement s'inquiète du choix du moment ou se soucie de la nature des entrevues avec les médias ou des déclarations des Rapporteurs spéciaux à la presse, ces préoccupations ou ces points peuvent et doivent être abordés de façon appropriée. En toute circonstance, les questions devraient être posées et les désaccords devraient être exprimés de sorte qu'il soit évident que le Canada reconnaît l'ONU comme une autorité et que cette dernière est responsable d'examiner et de faire respecter les droits universels de la personne dans tous les pays, y compris au Canada.

Monsieur le premier ministre, le Canada mérite mieux, de même que l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que vous vous assurerez que, à l'avenir, les représentants de l'ONU et les experts en matière de droits de la personne seront traités avec respect. Nous vous prions de bien vouloir vous excuser auprès de M. Olivier De Schutter et de M. James Anaya pour les critiques injustifiées à leur endroit; nous vous prions de garantir au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies que le Canada offrira son entière collaboration au processus. Nous nous attendons à ce que le gouvernement collabore pleinement au système des droits humains de l'ONU, en reconnaissant que ces droits doivent être respectés au Canada et en réservant un meilleur accueil aux examens internationaux qu'impose légitimement la signature des traités relatifs aux droits de la personne.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le premier ministre, l'expression de mes sentiments distingués,

Organismes :

Judy Duncan, ACORN Canada

Sandeep Prasad, Action Canada for Population and Development

Michel Lambert, Alternatives

Alex Neve, Amnesty International Canada

Béatrice Vaugrante, Amnistie internationale (Francophone)

Colleen Cameron, Antigonish Food Security Coalition

Caren Weisbart, Atlantic Regional Solidarity Network

Adrienne Montani, BC Child and Youth Advocacy Coalition

Susan O'Donnell, BC Human Rights Coalition

Trish Garner, BC Poverty Reduction Coalition

David Eby, British Columbia Civil Liberties Association

Steve Stewart, Café Justicia BC

Ihsaan Gardee, CAIR-CAN - Canadian Council on American-Islamic Relations

Sandra Bauer, Canada Tibet Committee

Nour El-Kadri, Canadian Arab Federation

Kim Pate, Canadian Association of Elizabeth Fry Societies

Lorne Waldman, Canadian Association of Refugee Lawyers

Morel Caissie, Canadian Association of Social Workers

Bruce Campbell, Canadian Centre for Policy Alternatives

Ezat Mossallanejad, Canadian Centre for Victims of Torture

Kathy Vandergrift, Canadian Coalition for the Rights of Children

Julia Sanchez, Canadian Council for International Co-operation

Wanda Yamamoto, Canadian Council for Refugees

Brenda Wallace, Canadian Federation of University Women

Holly Johnson, Canadian Feminist Alliance for International Action

Jim Cornelius, Canadian Foodgrains Bank

Stan Marshall, Canadian Union of Public Employees

Leilani Farha, Centre for Equality Rights in Accommodation

Toby Mendel, Centre for Law and Democracy

Vincent Calderhead, Charter Committee on Poverty Issues

Martha Friendly, Childcare Resource and Research Unit

Susan Harney, Coalition of Child Care Advocates of BC

Joan Tremblay, Collectif pour un Québec sans pauvreté

Michael Kerr, Colour of Poverty

Raul Burbano, Common Frontiers

Stella Lord, Community Coalition to End Poverty

Maude Barlow, Council of Canadians

Tony Dolan, Council of Canadians with Disabilities

Rob Rainer, CWP Advocacy Network

Donna Franey, Dalhousie Legal Aid Service

Peter Robinson, David Suzuki Foundation

Ailsa M. Watkinson, Elizabeth Fry Society of Saskatchewan

Isabelle St- Germain, Équiterre

Joanne Bays, Farm to Cafeteria Canada

Manon Monastesse, Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec

Stephanie Hunter, Feminists for Just and Equitable Public Policy

Karen Hawley, First Hand Climate Stories

Cindy Blackstock, First Nations Child and Family Caring Society

Diana Bronson, Sécurité alimentaire Canada

Ian Marcuse, Grandview Woodland Food Connection

Yossi Cadan, Greenpeace Canada

Alissia Lytton, Han Knakst Tsitxw Society

Lee-ann Lee, Harmony House Women's Shelter

Dr. Monika Dutt, Health Providers Against Poverty

Ken Robinson, Donisa Bernardo, Bonnie Pearson, Hospital Employees' Union/CUPE

Lucie Lamarche, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa

Kenneth Deer, Indigenous World Association

Rita Morbia, Inter Pares

Roch Tassé, International Civil Liberties Monitoring Group

Professor Audrey Macklin, International Human Rights Program, University of Toronto Faculty of Law

Annabel Webb, Justice for Girls Outreach Society

Jennifer Henry, KAIROS

Michelle Walker, Kamloops Community YMCA YWCA

Barbara McInerney, Kaushee's Place/Yukon Women's Transition Home

Cory Wanless, Law Union of Ontario

Gail Davidson, Lawyers Rights Watch Canada

Wyanne Sandler and Jackie McVicar, Maritimes-Guatemala Breaking the Silence Solidarity Network

Jamie Kneen, MiningWatch Canada

Alison Dewar and Anne Levesque, National Association of Women and the Law

Denise Mattock, National Council of Women of Canada

Terry Boehm, National Farmers Union

Kathy Campbell, New Starts for Women

Christine Hotz, Nutridemics

Eileen Morrow, Ontario Association of Interval and Transition Houses

Linda Lalonde, Ottawa Poverty Reduction Network

Robert Fox, Oxfam Canada

Robyn Benson, Public Service Alliance of Canada

Bonnie Morton, Regina Anti-Poverty Ministry

Stephanie Lim, Renfrew Collingwood Food Security Institute

Steven Staples, Rideau Institute

Bruce Porter, Social Rights Advocacy Centre

Susan Brooke, Social Workers for Social Justice

Marsha Sfeir, Springtide Resources, Inc

Rene Ross, Stepping Stone

Dave Diewert, Streams of Justice

Jean-Paul Faniel, Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain

Ishama Harris, The Canadian Association of Sexual Assault Centres

Doris Hall, The Canadian Federation of Business and Professional Women

Linda Lalonde, The Ottawa Right to Food Group

Shelagh Day, The Poverty and Human Rights Centre

Nick Saul, The Stop Community Food Centre

Lucille Harper and Christine Sauliner, The Women's Action Alliance for Change Nova Scotia

Helene St. Jacques, Toronto Food Policy Council

Pamela Harrison, Transition House Association of Nova Scotia

Chief Perry Bellegarde, Treaty 4 First Nations

Bernadette MacDonald, Tri County Women's Centre

Karen Rothschild, Union paysanne

Hilla Kerner, Vancouver Rape Relief and Women's Shelter

Laurence Fauteux, Vert ta Ville

Kasari Govender, West Coast Women's Legal Education and Action Fund

Fergus Watt, World Federalist Movement - Canada

Individus:

Jennie Abell, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Melanie Adrian, Assistant Professor, Department of Law and Legal Studies, Carleton University

Sharryn J. Aiken, Associate Dean (Graduate Studies & Research) and Associate Professor, Faculty of Law, Queen's University

A Haroon Akram-Lodh, Trent University

Warren Allmand, Former Minister and President of Rights & Democracy

Constance Backhouse, Professor of Law & University Research Chair, University of Ottawa

Reem Bahdi, Faculty of Law, University of Windsor

Natasha Bakht, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Amy Bartholomew, Associate Professor, Department of Law and Legal Studies, Carleton University

Susan Bazilli, Director, International Women's Rights Project, Centre for Global Studies, University of Victoria

Chief Perry Bellegarde, Little Black Bear First Nation

Jennifer Bond, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Suzanne Bouclin, Faculty of Law, University of Ottawa

Ed Broadbent, Former NDP Leader and President of Rights & Democracy

Annie Bunting, Associate Professor of Law & Society, York University

Doris Buss, Associate Professor of Law, Carleton University

Michael Byers, Professor & Canada Research Chair in Global Politics and International Law, University of British Columbia

Angela Cameron, Assistant Professor, Faculty of Law -Common Law Section, University of Ottawa

Chief Dennis Cameron, Tootinaowaziibeeng Treaty Reserve

Bonnie Campbell, Professeure, Département de Science Politique, Faculté de Science Politique et de Droit, Université du Québec à Montréal

Lynda Collins, University of Ottawa, Faculty of Law

John H. Currie, Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Hugo Cyr, Faculté de science politique et de droit, Université du Québec à Montréal

Aaron A. Dhir, Associate Professor, Osgoode Hall Law School of York University

Mary Eberts, Ariel F. Sallows Chair in Human Rights, College of Law, University of Saskatchewan

John W. Foster, International Studies, University of Regina

Ellen Gabriel, Indigenous human rights activist, Kanehsatà:ke Mohawk Territory

Elaine Gibson, Associate Professor, Schulich School of Law, Dalhousie University

Daphne Gilbert, Associate Professor, Faculty of Law (Common Law Section), University of Ottawa

Amanda Glasbeek, Associate Professor, Department of Social Science, York University

Jula Hughes, Associate Professor, Faculty of Law, University of New Brunswick

Jasminka Kalajdzic, Faculty of Law, University of Windsor

Christopher Kennedy, Board member, Santropol Roulant

Hugh M. Kindred, Emeritus Professor of Law, Dalhousie University

Douglas C. King, Barrister & Solicitor

Freya Kodar, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Victoria

Jennifer Koshan, Faculty of Law, University of Calgary

Ronald Labonte, Canada Research Chair, Globalization/Health Equity Professor, Faculty of Medicine, University of Ottawa

Kathleen Lahey, Professor, Faculty of Law, Queen's University

Nicole LaViolette, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Michael Lynk, Faculty of Law, University of Western Ontario

Flora Macdonald, Former Minister of External Affairs

Vanessa MacDonnell, Assistant Professor, University of New Brunswick Faculty of Law

Kathleen Mahoney, Trudeau Fellow, Fellow of the Royal Society of Canada, Fellow of the Royal Society of Canada; Barrister and Solicitor; Professor of Law, University of Calgary

Pacifique Manirakiza, Law professor and Commissioner, University of Ottawa and African Commission on Human and Peoples' Rights

Peggy Mason, Senior Fellow at The Norman Paterson School of International Affairs (NPSIA) and former Canadian United Nations Ambassador for Disarmament (1989-1994)

June McCue, Assistant Professor, Faculty of Law, University of British Columbia

Errol P. Mendes, Editor-in-Chief, National Journal of Constitutional Law, Faculty of Law, University of Ottawa

Janet Mosher, Associate Professor, Osgoode Hall Law School, York University

Mary Jane Mossman, Professor of Law, Osgoode Hall Law School

Sophia Murphy, Food Policy Analyst and Senior Advisor to the Institute for Agriculture and Trade Policy

Ken Norman, Professor of Law, University of Saskatchewan

Darren O'Toole, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Katrina Pacey, Litigation Director, Pivot Legal Society

Debra Parkes, Associate Professor, Faculty of Law, University of Manitoba

Heather Passmore, Community member

Yvonne Peters, Human rights lawyer

Trevor Purvis, Assistant Professor, International Law, Carleton University

Denise Reaume, Faculty of Law, University of Toronto

Sean Rehaag, Assistant Professor, Osgoode Hall Law School, York University

Graham Riches, Emeritus Professor of Social Work, University of British Columbia

Cecilia Rocha, Director and Associate Professor, School of Nutrition, Ryerson University

Sanda Rodgers, Professor Emerita, Faculty of Law, University of Ottawa

Rakhi Ruparelia, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Sara Seck, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Western Ontario

Martha Shaffer, Associate Professor of Law, University of Toronto

Elizabeth Sheehy, Professor of Law, University of Ottawa

Peter Showler, The Refugee Forum, University of Ottawa

Penelope Simons, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Bill Skidmore, Instructor, Institute of Interdisciplinary Studies, Carleton University

Joanne St. Lewis, Assistant Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Katie Sykes, JSD Candidate, Schulich School of Law, Dalhousie University

François Tanguay-Renaud, Associate Professor of Law, Osgoode Hall Law School; Director, Jack & Mae Nathanson Centre on Transnational Human Rights, Crime and Security

Sophie Thériault, Associate Professor, Faculty of Law, University of Ottawa

Laure Waridel, Sociologist and author

Christopher Waters, Associate Dean, Faculty of Law, University of Windsor

Patricia Williams, Canada Research Chair in Food Security and Policy Change, Department of Applied Human Nutrition, and Director, Participatory Action Research and Training Center on Food Security, Mount Saint Vincent University

The Very Rev. the Hon. Lois Wilson, Former Senator, Former President World Council of Churches

Stepan Wood, Associate Professor, Osgoode Hall Law School

Margot Young, Associate Professor, Faculty of Law, University of British Columbia

CC. Leona Aglukkaq, Ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord

John Baird, Ministre des Affaires étrangères

Jason Kenny, Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme

Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Thomas Mulcair, Chef du Nouveau Parti démocratique

Bob Rae, Chef du Parti Libéral

Daniel Paillé, Chef du Bloc Québécois

Elizabeth May, Chef du Parti Vert